

Microsoft Office tsunami sur le Poste de Travail

Suite Bureautique

Posté par : JerryG

Publié le : 26/6/2008 14:30:00

On pouvait penser à juste titre que la montée en puissance de la suite bureautique gratuite OpenOffice allait détrôner la reine-mère **Microsoft Office** et bien non, la suite de Microsoft, Office fait un véritable carton aussi bien chez les PME/PMI que chez les particuliers, **une progression des revenus chez Microsoft de + 17 % en une année**.

Depuis le début de cette année, Microsoft se targue d'avoir vendu **500** millions de licences de sa suite bureautique Office (d'**Office 2003 et d'Office XP et Office 2007**) et cerise sur le gâteau, Office 2007 s'impose sur le Poste de Travail du particulier.



Le Géant des Logiciels reste un peu avar sur les chiffres consacrés à Office 2007, la suite bureautique Next-Gen de Microsoft, mais d'après des sources bien informées et depuis son lancement avec Windows Vista, Office 2007 aurait trouvé plus de **120** millions d'exemplaires.

Dans notre beau pays, ce ne sont pas moins de **500.000** personnes qui ont opté pour Office 2007, dicit [ZDnet](#)

La Division Office de Microsoft a engrangé **4.75** milliards de dollars de revenu soit une croissance de **+ 17 %** par rapport à l'année 2007.

Microsoft Office 2007 a surtout trouvé preneurs dans les PME/PMI et dans les administrations, mais aussi chez les particuliers et les étudiants via la campagne de proposition de la suite à **52** euros et à **139** euros pour la famille, à tel point que ces versions d'Office ont explosé pour représenter **90 %** des ventes de la suite auprès des particuliers.

Microsoft déplore également que sa suite Office 2007 soit la cible des pirates et reconnaît que son niveau de protection reste moindre par rapport à Windows Vista.

On rappellera que les pirates qui bafouent la Propriété Intellectuelle de Microsoft en copiant et

en distribuant Ã la sauvette des copies d'Office (et de toutes autres applications) demeurent les meilleurs ambassadeurs de Microsoft et les meilleurs garants contre le dÃ©veloppement des alternatives, fussent-elles gratuites.